

## Des luttes à la transformation : pour un parti utile, ancré et transformateur

Partout, dans nos territoires, des femmes et des hommes se mobilisent. Pour rouvrir une ligne ferroviaire, empêcher la fermeture d'une classe, obtenir un centre de santé. Au départ, il y a souvent une inquiétude, une colère, un refus : celui de voir disparaître ce qui fait tenir la vie quotidienne. Puis on se retrouve, on discute, on s'organise. On interpelle, on manifeste, on construit des collectifs. Et très vite, une question surgit : pourquoi ce qui est utile devient-il "trop coûteux" ? Qui décide ?

Dans ces luttes, quelque chose peut se transformer.

On ne se contente plus de défendre un service. On est confronté à des décisions incompréhensibles, à des logiques absurdes au regard des besoins. On découvre que ce qui est présenté comme inévitable relève en réalité de choix.

Mais ce basculement n'a rien d'automatique. Une lutte peut rester enfermée dans une revendication immédiate, se heurter à des blocages sans en saisir les causes, ou déboucher sur un sentiment d'impuissance. C'est précisément là que se joue la question de la conscience de classe.

Elle ne naît pas spontanément. Elle se construit lorsque l'expérience des luttes rencontre un travail de politisation et de mise en lien. C'est ainsi que peuvent émerger une lecture des rapports sociaux, l'identification des intérêts en jeu et la nécessité de transformation. Le rôle du Parti communiste français est décisif dans ce processus. Non pas pour plaquer une lecture toute faite, mais pour aider à franchir ces étapes : relier les expériences, mettre à jour les logiques à l'œuvre, désigner les responsabilités, ouvrir des perspectives.

Autrement dit, faire en sorte que les luttes ne restent pas seulement des moments de résistance, mais deviennent des moments de construction politique. Mais ces dynamiques restent trop souvent fragmentées, enfermées dans leur cadre local, contraintes à des victoires partielles.

Nous avons besoin de les faire monter d'un cran. Cela suppose de travailler à leur mise en réseau, à leur coordination, y compris à l'échelle nationale, pour les inscrire dans un affrontement plus global avec les logiques à l'œuvre.

Car ces luttes ne sont pas seulement défensives. Elles sont aussi le moment pour porter une autre vision de la société : fondée sur le partage des pouvoirs, une autre utilisation des richesses, et la capacité du monde du travail à intervenir sur les choix économiques.

Mais elles ne surgissent pas spontanément. Elles ont besoin d'initiatives, de cadres, de points d'appui pour se construire et durer. Le Parti communiste français a vocation à jouer pleinement ce rôle. Il ne se contente pas d'accompagner les luttes : il contribue à les faire naître, à les structurer et à les faire grandir.

Il peut être à l'initiative de batailles, en partant des besoins concrets, en mettant en débat des propositions, en rassemblant largement. Il peut leur donner de la visibilité et les inscrire dans une perspective plus large. Il ne s'agit ni de se substituer aux acteurs des luttes, mais d'assumer un rôle d'impulsion, d'organisation et de politisation.

Ne nous mettons pas de barrières. Chaque bataille, chaque victoire — même partielle — doit être un point d'appui pour aller plus loin. À condition de ne pas s'en tenir au résultat immédiat, mais d'en faire un moment de mise en perspective : identifier les logiques à l'œuvre, les obstacles, et construire les moyens de les dépasser.

C'est cette accumulation d'expériences qui, en lien avec notre vision politique, peut permettre de franchir un saut qualitatif.

Dans ce processus, la question électorale ne peut être pensée de manière séparée.

Les échéances électorales sont importantes, mais elles ne peuvent constituer le moteur de notre activité. Sans ancrage dans les luttes, le vote reste fragile. À l'inverse, ce sont les dynamiques sociales qui rendent possible et utile le résultat électoral.

Cela transforme notre présence dans les institutions : il ne s'agit plus seulement d'y gérer l'existant, mais d'en faire des points d'appui pour les luttes. Les institutions doivent devenir des caisses de résonance des mobilisations, des lieux de confrontation et de construction d'alternatives. Elles peuvent être des leviers pour engager de nouvelles batailles et amplifier les rapports de force.

Les élus communistes ont ici un rôle décisif. Points d'appui des mobilisations, ils peuvent aussi être à l'initiative de batailles, mettre en débat des choix, créer les conditions de l'engagement collectif.

Mais à une condition : ne pas se substituer aux mobilisations. Leur rôle est d'en prolonger les dynamiques et d'en amplifier la portée.

Déjà aujourd'hui, des communistes portent des batailles importantes dans les territoires .

Et pourtant, ce n'est pas notre parti qui apparaît comme la force de rupture et de radicalité. Ce décalage doit nous interroger.

Il tient moins à un manque d'engagement qu'à notre capacité à rendre visible et cohérente notre action. Trop souvent, elle reste fragmentée, peu lisible, insuffisamment reliée à une perspective d'ensemble. Réduire ce décalage est un enjeu stratégique.

Cela suppose d'assumer pleinement notre rôle d'initiative, de relier nos engagements et de les inscrire dans un récit politique clair.

Nous devons donc travailler la jonction entre bataille de terrain et bataille médiatique.

Cela suppose de transformer notre manière d'intervenir publiquement : ne pas parler "sur" les luttes, mais depuis elles. Ne pas seulement dénoncer, mais porter des solutions construites à partir du terrain. Cela pose directement la question de notre parole nationale. La parole de nos responsables doit s'ancrer dans les luttes réelles, les exprimer, mais aussi les renforcer.

Traduire politiquement ce qui s'y joue, désigner les responsabilités, ouvrir des perspectives. Une parole claire, reliée aux mobilisations, peut donner de la visibilité, élargir une lutte, en faire un enjeu politique. C'est cette articulation entre luttes et intervention médiatique que nous devons construire.

C'est aussi cette culture que nous devons faire vivre dans nos sections. Une culture qui mette le parti en mouvement, le rende utile à la population et donne du sens à chaque engagement militant. Cela suppose de rompre avec une forme de culture minoritaire que nous avons parfois intégrée. Nous devons nous adresser largement, associer les habitant·es, être à la fois à l'écoute et à l'initiative, réfléchir aux gestes qui permettent d'élargir. Être présents comme des acteurs engagés, capables d'impulser, d'organiser et d'accompagner les luttes.

Aujourd'hui, ces dynamiques existent dans de nombreux domaines — rail, santé, école, logement — mais elles peinent à se relier entre elles. Il manque des cadres nationaux pour coordonner, partager les expériences et franchir un cap. En leur absence, le parti laisse trop souvent ses militants agir dans d'autres cadres sans se donner les moyens d'en faire des combats pleinement politiques.

Cela suppose de sortir des logiques descendantes, pour impulser des batailles, nourrir l'action des communistes et, en retour, s'enrichir de ces expériences. Le rôle de nos directions — départementales comme nationales — doit évoluer. Elles doivent être des outils mieux au service du développement des luttes : coordination, partage, montée en généralité, construction de perspectives.

Autrement dit, faire du Parti communiste français un outil concret de développement des luttes. Partout, des luttes existent. Partout, elles cherchent à se renforcer, à se relier, à peser davantage.

Notre responsabilité est de leur donner cette force. Non pas en les surplombant, mais en les initiant, en les organisant, en les reliant et en leur donnant des perspectives.

C'est ainsi que peut se reconstruire une conscience de classe vivante. C'est ainsi que notre parti peut redevenir pleinement utile. Autrement dit, nous devons faire de la montée des luttes, de leur politisation et de leur articulation avec notre intervention publique le cœur de notre stratégie politique.

C'est dans ce mouvement que se construit le changement. Et c'est à cette condition que le socialisme peut redevenir concret : non comme un horizon lointain, mais comme un processus déjà à l'œuvre